



La chute du régime de Damas et la Russie : un tournant historique ?

Jean-Sylvestre
Mongrenier

Note d'actualité 93
Décembre 2024





Après une rapide offensive de groupes djihadistes et rebelles, soutenus par la Turquie, le régime de Damas s'est effondré, Bachar Al-Assad et les siens s'enfuyant au pays de « Grand-père Gel » (la Russie). Indubitablement, la chute de la maison Assad est un tournant historique et la Russie, avec l'Iran, en est le grand perdant. Encore importe-t-il que les Occidentaux ne se contentent pas d'invoquer le sens de l'Histoire. Au Proche-Orient comme sur le théâtre ukrainien, il leur faut vouloir, agir et anticiper les développements à venir.

A l'été 2015, le soudain et brutal engagement militaire direct de la Russie en Syrie avait pris de court les observateurs persuadés que les centres d'intérêts et revendications russes se limitaient à l'espace post-soviétique, dans ce que l'on nomme à Moscou l'« étranger proche ». Pourtant, cet engagement en Syrie, plus largement, au Moyen-Orient, s'inscrivait dans l'histoire, les représentations géopolitiques et la grande stratégie russes. En vérité, l'intérêt de la Russie des tsars pour la région, au prétexte de défendre les chrétiens d'Orient, était déjà patent deux siècles plus tôt. Ainsi redécouvrit-t-on l'expédition menée au Levant par Catherine II, de 1772 à 1774, qui prit fin lorsque Saint-Pétersbourg parvint à ôter la Crimée et les rives septentrionales de la mer Noire aux Tatars, les alliés de l'Empire ottoman. L'expression n'existait pas encore mais il s'agissait déjà de la « stratégie des mers chaudes », l'un des *leitmotive* de la politique extérieure des tsars au siècle suivant.

Une mise en perspective historique

Plus tardivement, les Bolchéviks ne tardèrent pas à envisager la mondialisation de la Révolution par l'Orient mais ils s'intéressaient plus au Turkestan, à la Chine, à la Perse et à la Turquie kémaliste, voir à l'Inde britannique qu'au Levant où Anglais et Français s'étaient partagé les provinces arabes de l'Empire ottoman, sous la forme de mandats de la SDN (Société de la Nation) : la version rouge du « Grand Jeu » se déployait en Haute-Asie ainsi qu'en Asie du Sud et de l'Est (1). C'est surtout après 1945, au cours de la Guerre froide, que l'URSS manifesta un grand intérêt pour le Moyen Orient, en rivalité avec l'Occident. Afin d'exploiter la perte d'influence des Français et des Britanniques dans le monde arabo-musulman, à la suite de la crise de Suez (novembre 1956), Moscou soutenait Gamal Abdel Nasser, le « socialisme arabe » et le panarabisme, sans véritablement se soucier des effets indirects que cela pouvait entraîner dans la

(1) Popularisée par Rudyard Kipling dans *Kim* (1900), l'expression de « Grand Jeu » est attribuée à Arthur Conolly, officier de renseignement et explorateur britannique, qui l'utilise dans une lettre de juillet 1840 (« *the great and noble game* »). Au cours du XIX^e siècle, encore au début du siècle suivant, le « Grand Jeu » désigne les rivalités anglo-russes autour du Moyen-Orient, de l'Afghanistan, de l'Asie centrale et du Tibet. Ce « Grand jeu » que la partie russe qualifie de « tournoi des ombres » débouche sur un *modus vivendi* lorsque Londres et Saint-Pétersbourg, le 31 août 1907, signent une convention par laquelle les deux puissances délimitent leurs zones d'influence respectives. Toutefois, la prise du pouvoir par les Bolcheviks provoque une relance du « Grand Jeu ». L'idée de Lénine était d'utiliser l'Asie centrale communiste comme base pour porter le feu et la révolution mondiale en Inde, en soulevant les populations musulmanes contre la puissance impériale britannique : un djihad islamique manipulé par le communisme athée.

partie musulmane de l'URSS, notamment en Asie centrale. Le péril représenté par Sultan Galiev à l'époque de Lénine, Trotsky et Staline – l'homme était un islamo-bolchevik accusé de déviationnisme du fait de sa rhétorique touranienne et panislamique –, semblait alors oublié (1).

Dans ce contexte, avec pour objectif de constituer une force d'opposition à l'Occident, quoiqu'il en coûte, Moscou instaura d'étroites relations avec la Syrie : un accord secret fut signé en 1946, avant même la fin du mandat français et des armes furent livrées dans les années 1950. Après la défection de l'Égypte, sous Anouar Al-Sadate, la Syrie devint le principal allié régional de l'URSS. En 1971, la base navale de Tartous était ouverte aux Soviétiques et, en 1980, les deux États signaient un traité d'amitié et de coopération (2). Selon certaines estimations occidentales, la Syrie d'Hafez Al-Assad aurait abrité jusqu'à 5 000 ou 6 000 « conseillers » militaires soviétiques, un effectif supérieur au corps expéditionnaire dépêché par Vladimir Poutine à l'été 2015.

Mis à mal dans les années 1990, ces liens militaro-stratégiques furent renouvelés dans les années 2000, sous la direction de l'actuel président russe. Différents facteurs explicatifs expliquent ce coûteux engagement dans l'« étranger lointain » (à l'extérieur de l'Eurasie post-soviétique). Dans les représentations géopolitiques russes, l'ensemble du Moyen-Orient forme tout à la fois un boulevard défensif, en avant des frontières méridionales de la « Russie-Eurasie » et une zone névralgique dans laquelle le Kremlin doit promouvoir les intérêts stratégiques du pays. L'idée d'un boulevard défensif n'est pas la simple expression du vieux complexe obsidional russe. D'une part, les musulmans représentent le cinquième de la population totale et la fédération comprend des républiques musulmanes, dans le Caucase du Nord (Tchéchénie et autres) et dans la région Volga-Oural (Tatarstan, Bachkortostan), entités qui font figure d'« étranger intérieur » (l'élément ethnique russe y est très minoritaire). D'autre part, la conquête russe du Caucase, à l'époque tsariste, a provoqué l'exode d'une partie des populations et il existe depuis une diaspora circassienne qui relie la Russie au Moyen-Orient. La présence de combattants tchéchènes sur le théâtre syro-irakien, dans les groupes islamistes comme auprès des unités qui combattaient pour le régime de Damas, soulignait la persistance historique de ces anciennes solidarités ethno-claniques. Elles furent ensuite réinvesties dans une superposition de guerres mobilisant des alliances contradictoires. A vol d'oiseau, le théâtre syro-irakien n'est jamais qu'à 700 kilomètres de la Russie, et Moscou redoutait la mise en place d'une sorte d'« autoroute » djihadiste entre le Moyen-Orient et le Caucase.

(1) Le pantouranisme renvoie au mot perse « *Touran* » qui correspond au Turkestan, c'est-à-dire au « pays des Turcs ». Le pantouranisme désigne tout à la fois un courant d'idées, un projet et divers mouvements politico-intellectuels visant la réunion de tous les peuples turcophones en un seul ensemble. Ce courant d'idées s'est développé à la fin de l'Empire ottoman et ses représentants entretenaient des liens étroits avec les « Jeunes Turcs ». Enver Pacha en est la figure la plus connue. Lors de la guerre révolutionnaire russe (1918-1921), Sultan Galiev rallie aux Bolcheviks une partie des populations d'Asie centrale sur des thématiques pantouraniennes et islamiques. Il est ensuite marginalisé, assigné à résidence puis, à l'époque des Grandes Purges, physiquement éliminé pour « déviationnisme ».

(2) Ville-port de Syrie, située sur le littoral méditerranéen, Tartous est à 160 kilomètres au nord-ouest de Damas. La mise à disposition d'installations dans ce qui est le deuxième port syrien (après celui de Lattaquié), au bénéfice de la flotte soviétique (la Ve escadre de Méditerranée), date d'un traité soviéto-syrien signé en 1971. Rapidement, le site gagne en importance, du fait que le président égyptien de l'époque, Anouar Al-Sadate, avait remercié les 20 000 conseillers soviétiques présents dans son pays (1972). Dans les années 1980, la base de Tartous aurait abrité près de 5 000 soldats soviétiques mais elle perdit ensuite perdu de son importance. Lors de l'intervention russe lancée en 2015, ce nombre a de nouveau été atteint, voire dépassé à certains moments. A partir de 2022, des forces russes sont prélevées sur le théâtre syrien pour les utiliser contre l'Ukraine.



Enfin, le Moyen-Orient – de la Méditerranée orientale au golfe Arabo-Persique – est un carrefour géostratégique mondial que les grandes puissances ne sauraient ignorer. C'est aussi le boulevard méridional de cette « Eurasie » qui tient une si grande place dans les discours et représentations géopolitiques russes, un espace dominé par l'alliance sino-russe, censément appelé à devenir le centre de gravité stratégique du monde, comme à l'époque précolombienne, lorsque l'affrontement entre nomades et sédentaires déterminait le cours de l'Histoire universelle, d'une extrémité à l'autre de la masse euro-asiatique (1). Du point de vue de Vladimir Poutine, dont la personnalité a été marquée par l'expansionnisme tous azimuts de l'URSS brejnévienne, l'engagement dans cet Orient belligère signifiait le retour de la puissance russe sur le théâtre du monde.

La Syrie, point d'appui de la politique de force russe

Si l'on considère le cas spécifique de la Syrie, les objectifs politico-militaires qui guident l'engagement russe apparaissent plus limités que ceux mis en avant par la diplomatie publique (la lutte contre l'« État islamique »). Les intérêts stratégiques étaient très concrets : la base navale de Tartous (2), l'aérodrome militaire de Hmeimin ainsi que des systèmes radars couvrant une partie de la région (3). La Syrie était par ailleurs le seul véritable allié de la Russie au Proche-Orient et cette alliance assurait à Moscou un point d'appui en Méditerranée orientale, une porte d'entrée dans la région, également un relais vers le canal de Suez qui commande le passage vers l'océan Indien où la Russie a des vues géopolitiques. Ajoutons qu'au moment de l'intervention, les connexions entre l'engagement militaire en Syrie et les ambitions géopolitiques en Afrique (Libye, Soudan, Centre-Afrique et pays de la zone sahélienne) n'étaient pas encore évidentes. Il fallait donc intervenir pour sauver Bachar Al-Assad et le régime (leurs destinées sont liées) qui garantissaient les intérêts stratégiques russes dans cette partie de la Méditerranée, voire à l'échelle de la « plus grande Méditerranée » (4).

(1) Rappelons l'importance du thème de la « Grande Eurasie » dans la vision géopolitique des dirigeants russes et chinois, persuadés que le glas a sonné pour l'Occident et, à l'inverse, que leur heure est venue.

(2) Dans les années 1990, ladite « base » se réduisait à un appontement, un bâtiment-atelier et quelque 200 marins. Dès 2008, Moscou manifeste la volonté de renforcer ce point d'appui. A l'horizon de 2020, il était question de faire de Tartous une vraie base navale. L'intervention militaire russe en Syrie (2015) et la volonté de Moscou de renforcer sa présence navale en Méditerranée auront entraîné une montée en puissance de cette implantation, point d'arrivée du « *Syrian express* » (la ligne de navigation et de soutien logistique qui va de la Crimée à la Syrie). A mi-chemin des détroits turcs et du canal de Suez, Tartous constitue une base importante pour le déploiement de forces russes au Moyen-Orient, en mer Rouge ainsi qu'en Afrique du Nord et au Sahel. Elle est placée sous la protection de batteries S-300 qui assurent sa défense anti-aérienne.

(3) La base aérienne de Hmeimin se trouve au sud de Lattaquié, ville côtière méditerranéenne de la partie ouest de la Syrie. Aménagée à l'été 2015, afin d'accueillir les avions russes, Hmeimin est devenue une base permanente en janvier 2017. Les quelque 25 à 30 appareils qui y sont déployés, complétés par des hélicoptères de combat, constituent le bras armé de la Russie en Syrie. Protégée par des batteries de S-400 ainsi que moyens mobiles de défense antiaérienne (Pantsir et Tor M1), Hmeimin accueille également le « Centre pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie ».

(4) La « Plus Grande Méditerranée » est un espace-mouvement qui s'étend au-delà du Bassin méditerranéen. Il inclut les approches atlantiques de la mer Méditerranée et, du fait des flux qui traversent le canal de Suez et l'isthme syrien, englobe le Moyen-Orient. Enfin, la mer Noire participe de cet ensemble géopolitique. Ses différentes parties sont reliées par des flux d'échanges et de menaces. L'expression est empruntée à l'œuvre de Fernand Braudel et d'Yves Lacoste.

Au-delà du « réduit alaouite » et de l'axe Alep-Damas, les perspectives étaient donc larges. Le blocage temporaire de la situation en Ukraine pouvait aussi expliquer l'ouverture par la Russie d'un nouveau front, dans le cadre d'une stratégie périphérique, pour tester les solidarités occidentales et affaiblir la réaction diplomatique américano-européenne de l'été 2014. Les forces pro-russes en Europe expliquaient alors que Moscou était l'allié naturel de l'Occident contre l'islamisme et, consécutivement, qu'il fallait lever les sanctions. L'engagement en Syrie était aussi présenté comme un retour en force dans l'arène internationale. Enfin, Moscou reconstituait un système d'alliances au Moyen-Orient, en rivalité avec les Occidentaux. L'un des aspects les plus importants de la géopolitique régionale, alors insuffisamment souligné cependant, était la mise en place d'un front russo-chiite associant Moscou, Damas et Téhéran, front renforcé par le Hezbollah, les milices chiïtes irakiennes et les Houthis du Yémen (ces derniers attaquent aujourd'hui les navires marchands qui transitent par Suez et la mer Rouge).

L'axe structurant de ce regroupement était l'étroit partenariat géopolitique russo-iranien qui devint alors une alliance politico-militaire (livraison de S-300 à Téhéran et coordination opérationnelle entre l'aviation russe et les combattants iraniens et assimilés, au sol). Il aura pourtant fallu attendre l'« opération militaire spéciale » russe contre l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, et la contribution effective de l'Iran à l'effort militaire russe (la livraison de drones Shahed) pour que diplomates et experts occidentaux consentent enfin à parler d'alliance (non sans réserve). Sur le théâtre syrien, la chute d'Alep-Est, à l'automne 2016, aura permis au régime de Damas, puissamment soutenu et encadré par Moscou et Téhéran de reprendre le contrôle de la « Syrie utile » et d'amorcer un processus diplomatique avec la Turquie et l'Iran visant à mettre en place et consolider des cessez-le-feu dans la partie occidentale de la Syrie. Ce processus dit d'« Astana » (1), complété par le prétendu « dialogue de Sotchi » (entre le régime et les forces d'opposition), doublait et concurrençait le processus diplomatique onusien ouvert à Genève sur la base de la résolution 2 254, votée par le Conseil de sécurité le 18 décembre 2016. A l'Est, la coalition américano-occidentale soutenait les Forces Démocratiques Syriennes, un groupement arabo-kurde dirigé par le PYD (Parti de l'Union démocratique, la branche syrienne du PKK/Parti des travailleurs du Kurdistan), engagé dans la reprise de Rakka. Soulignons le fait que Donald Trump réduisit la présence militaire des États-Unis mais sans retirer la totalité des soldats américains ; ils y sont toujours (2).

(1) Certains expliquaient alors que le maître du Kremlin, qui « parle à tout le monde », allait régler l'affaire syrienne en six mois.

(2) Le contingent américain s'élève à environ 850 soldats, qui appuient les FDS (Forces démocratiques syriennes). C'est très probablement avec l'accord et le soutien de Washington que les FDS, alors que le régime de Damas tombait, se sont déployées à Abu Kamal et Deir Ezzor, à la frontière avec l'Irak par où passent les armes iraniennes à destination du Hezbollah (l'axe chiïte).



L'illusion d'un « Yalta syrien »

D'aucuns songeaient à une sorte de « Yalta syrien » fondé sur une bipartition du territoire, la Russie contrôlant la partie orientale et les États-Unis la partie occidentale. Toutefois, l'alliance de la Russie avec l'Iran, très présent sur le théâtre syrien – où les Gardiens de la Révolution (les Pasdaran) et les milices qu'ils animaient cherchaient à ouvrir une « autoroute chiite » entre Téhéran et les rivages de la Méditerranée orientale –, rendait très incertain ce scénario. Si Israël, certains régimes arabes-sunnites, voire l'Administration Trump, semblaient accepter la présence russe en Syrie, celle de l'Iran ainsi que le renforcement sans précédent du Hezbollah sur les frontières d'Israël et de Jordanie, suscitaient l'hostilité dans la région. Pour parvenir à un compromis viable et durable en Syrie, il aurait fallu que la Russie renonce à l'alliance iranienne ; malgré les éléments de langage de certains assurant que Poutine allait simultanément débarrasser l'Occident des djihadistes sunnites et des chiites, un tel scénario était des plus improbables. Aussi la présence militaire directe de la Russie en Syrie, un temps présentée comme une parenthèse, devait-elle se prolonger d'autant plus qu'elle est liée à des intérêts régionaux majeurs.

Une fois le régime de Damas sauvé et les diverses forces rebelles repliées dans la région d'Idlib, transformée en un protectorat informel de la Turquie, les soldats turcs, les Gardiens de la Révolution et les milices chiites pro-iraniennes semblaient s'enraciner en Syrie. Au nord de la Syrie, l'armée turque et ses supplétifs avaient conquis une zone d'une profondeur de trente à quarante kilomètres, s'efforçant de repousser à l'est du fleuve Euphrate les Forces démocratiques syriennes (arabo-kurdes) et l'YPG (Unités de protection du peuple), dont Ankara dénonce les liens avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Dans la région d'Idlib, la Turquie cherchait à contenir les conflits entre le Hayat Tahrir al-Cham (Organisation de libération du Levant) ⁽¹⁾ et l'Armée nationale syrienne (ANS), désormais à sa discrétion (voir le recrutement turc de rebelles syriens pour les envoyer en Libye et en Azerbaïdjan). Au Nord-Est de la Syrie, les forces spéciales américaines et quelques autres conservaient leurs positions. Au milieu de ce champ de ruines, Bachar Al-Assad, placé sous la protection du « parapluie » russo-iranien prenait la pose du *Raïs* enfin victorieux. En fait, la Syrie n'aura pas attendu l'effondrement son régime, le 8 décembre dernier, pour être morcelée en zones, micro-territoires et enclaves.

En Occident, les « réalistes » expliquaient, il y a peu encore, que, les choses étant ce qu'elles sont, il fallait renouer avec le régime de Damas, prétendu rempart contre l'islamisme et le djihadisme – phénomènes qu'il aura en fait avivés au long de cette guerre, de façon active et volontaire au début des protestations pour déconsidérer l'opposition syrienne –, et allié contre l'immigration clandestine. Peu importe que la sauvagerie de ce régime aura provoqué l'exode d'environ sept millions de Syriens vers la Turquie, le Liban, la Jordanie et, pour un grand nombre, vers l'Europe (drôle de rempart !). En vérité, des régimes arabo-sunnites historiquement opposés au baasisme et au clan Assad, tels que l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, auront bien rétabli les

⁽¹⁾ Le HTC est le produit de la fusion entre Al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaïda) et plusieurs groupes rebelles syriens. Il est dirigé par « Mohammed al-Joulani », nom de guerre d'Ahmed al-Chareh (Al-Joulani signifie « originaire du Golan », ce qui n'aura pas échappé aux dirigeants israéliens).



relations diplomatiques avec Damas et promu son retour dans la Ligue arabe. On appréciera à sa juste valeur cette leçon de grande politique et d'habileté manœuvrière.

Nonobstant les effets directs et indirects de la guerre entre Israël et le Hezbollah, les coups portés contre les positions irano-chiïtes dans la région, beaucoup s'étaient habitués au précaire *statu quo* syrien. Assad, lisait-on, saura louvoyer entre ses soutiens régionaux et la pression israélienne, d'autant plus qu'il pourra toujours compter que le « génial stratège » qui sévit au Kremlin, pour lequel la Syrie est le point d'appui de sa politique de force dans la « plus grande Méditerranée », à l'intersection des Balkans, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Encore une fois, expliquait-on, nul n'aurait intérêt à faire tomber le Raïs, la déclinaison du paradigme utilitariste tenant lieu d'argument. Las, les coups de boutoir de Tsahal (le « croissant chiïte » explose), l'accaparement de l'armée russe et de ses moyens par la guerre d'Ukraine et la nécrose de ce régime mortifère ont ouvert une fenêtre d'opportunité au HTC et à l'ANS. Quand on spéculait sur l'hypothèse rassurante d'un nouveau marchandage entre Moscou, Téhéran et Ankara (il semblait décidément difficile d'envisager la guerre sous un autre angle que la « gestion de crise »), les rebelles poussaient l'avantage jusqu'à Damas, les forces armées loyaliste se ralliant ou s'évaporant dans la nature (1).

A l'épreuve des faits, Recep Tayyip Erdogan s'est révélé plus habile que ses homologues de Russie et d'Iran. En recul à la suite de l'intervention russo-iranienne de 2015, le président turc aura su composer et transiger dans le cadre du « processus d'Astana » et le « dialogue de Sotchi », tout en assurant à la Turquie la conquête et la maîtrise d'une bande de territoires en avant de ses frontières avec la Syrie, ce qui permit de conjurer le spectre d'un quasi-État dans le Kurdistan syrien (la Rojava), avec ses conséquences dans le Sud-Est de l'Anatolie, *i.e.* la partie turque du Kurdistan. En raison de la chute du régime d'Assad, le pouvoir turc est en mesure d'étendre encore cette « zone de sécurité », repoussant les Kurdes à l'est de l'Euphrate (2). Au-delà de cet objectif, on peut penser qu'Ankara développera son pouvoir et son influence dans la région, mais prétendre instaurer un gouvernement exclusivement pro-turc à Damas serait présomptueux et périlleux. Quand bien même Erdogan le voudrait-il, on ne voit pas comment ce qui reste de « communauté internationale » pourrait se désintéresser de la Syrie, ne serait-ce qu'en raison de l'existence d'armes de destruction massive (armes chimiques en l'occurrence), existence attestée par leur emploi répété au cours de cette sanglante guerre civile et internationale.

(1) Dans le même temps, les FDS, soutenues par les États-Unis ont étendu leur zone de contrôle dans le Sud-Est de la Syrie et ce qui reste d'emprises de l'« État islamique » a été bombardé par l'aviation américaine. Israël a également frappé des sites et des dépôts d'armes de l'armée syrienne et de groupes liés à l'Iran, notamment dans la province de Deir Ezzor (plus de 300 cibles militaires ainsi que des centres de recherche relevant du programme d'armes chimiques).

(2) Le 8 décembre 2024, des groupes rebelles pro-turcs, après s'être emparé de l'enclave kurde de Tal Rifaat la semaine précédente, ont lancé une offensive dans la région de Manbij. Simultanément, Tsahal a pris position dans la zone tampon du plateau du Golan.



Et maintenant ?

Alors que Moscou, après avoir militairement soutenu Assad dans son fol et sanglant aveuglement, lui offre l'asile au vu de « considérations humanitaires » (sic) – le Raïs déchu est parvenu à Moscou le 8 décembre au soir –, la question de l'avenir de la présence russe en Syrie est ouverte. Déjà, la diplomatie russe affirme que Moscou négocierait avec les forces rebelles la préservation de ses « actifs » stratégiques, dont les bases de Tartous et de Hmeimin (l'armée russe dispose d'une dizaine d'autres bases en Syrie). Si les dirigeants russes ont démontré, dans l'Afghanistan des Talibans ou ailleurs, leur capacité à s'accommoder de forces précédemment dénoncées comme islamistes, la chose apparaît difficilement réalisable, à tout le moins dans la durée (en l'état, la Turquie retiendrait les forces sur lesquelles elle a prise). Le fait que les rebelles victorieux ne soient pas encore attaqués au réduit alaouite, où sont situées les bases russes, ne doit pas abuser l'observateur : la puissance de l'onde de choc provoquée par la chute du régime ne se dissipera pas dans des marchandages et les calculs d'intérêts.

Les enjeux stratégiques, partant géopolitiques, que recouvrent ces bases sont majeurs : au Moyen-Orient, dans la « plus grande Méditerranée » et en Afrique, avec des contrecoups sur d'autres théâtres. Sur un plan supérieur aussi, celui de l'affrontement entre régimes constitutionnels-pluralistes et tyrannies de tous acabits, la fuite d'Assad et sa piteuse retraite au pays du « Grand-père Gel » (Ded Moroz) sont significatifs : aucun tyran, même soutenu par ses congénères, n'est garanti d'un pouvoir à vie ; le fait qu'un des maillons faibles de la chaîne des tyrannies fragilise l'Axe du Mal. Le régime iranien sera-t-il le prochain ?

Dans l'immédiat, il importe d'affaiblir les positions russes en Méditerranée orientale. Au lieu d'attendre que la main invisible de l'Histoire s'en occupe, les puissances occidentales devraient s'atteler à la tâche, d'autant que sort des minorités et chrétiens d'Orient ne saurait être oublié. Enfin, il leur revient d'exploiter cette défaite de Poutine au Moyen-Orient sur le théâtre ukrainien, où se joue l'avenir du révisionnisme géopolitique russe ; le maître du Kremlin a perdu une partie de sa projection de puissance et de son pouvoir de nuisance extérieur. Bref, le maître du Kremlin a perdu une partie de sa capacité à projeter sa puissance, et donc de son pouvoir de nuisance. Que les Occidentaux reprennent donc l'initiative.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site

La Roumanie, un acteur ascendant au carrefour de l'Europe orientale et du bassin pontique
Alexandre Hogu
Note 71
Novembre 2024

La grande parade continue
Socialisme mental et extension sans fin du domaine de l'État
Note 70
Novembre 2024

Écouter ne suffit pas : le harcèlement scolaire et la sanction éducative
Lyvann Vaté
Note 67
Novembre 2024

Sous la direction de
JEAN-THOMAS LESUEUR
Le souci de l'homme et du monde
Autour de l'œuvre de Chantal Delol
P
Parsifone

Trump 2024, la revanche d'une Amérique en colère
Gilles Delafon
Note 65 27
Octobre 2024

Géopolitique de la CHINE
Une nouvelle thalassocratie
Hugues Eudeline
puf

La France en quête d'une grande politique : souverainetés, solidarités occidentales et patriotisme de civilisation
Jean-Sylvestre Mongrenier
Note 62 octobre 22
Juin 2024

L'audiovisuel public français est-il pluraliste ?
Jean-Thomas Lesueur
Ayméric de Lamotte
Rapport 19
Mai 2024

Face à la violence des jeunes, comment restaurer l'autorité ?
Christian Flavigny
Note 64
Mai 2024

L'hypothèse Trump
Analyse historique de l'improbable isolationnisme américain
Jean-Sylvestre Mongrenier
Note 62 octobre 21
Avril 2024

Face à la menace terroriste : la protection des élèves et l'autodéfense des enseignants
Julien Dubuis
Note 67
Mars 2024

La Pologne, pilier oriental de la défense de l'Europe : continuités et opportunités
Martin Lai
Note 66
Mars 2024

Israël-Palestine : impossible solution à deux États
Gilles Delafon
Note 65
Novembre 2024

L'Occident : une civilisation et une réalité géopolitique à l'épreuve
Jean-Sylvestre Mongrenier
Note 62 octobre 20
Janvier 2024

La stratégie énergétique européenne aura-t-elle raison de l'écosystème numérique européen ?
Cyrille Dalmont
Rapport 21
Janvier 2024

Performance énergétique et isolation des bâtiments : vrais défis et fausses pistes
Noé Morin
Note 64
Octobre 2024

Jean-Sylvestre Mongrenier est directeur de recherche à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier titulaire à l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est notamment l'auteur de *Le Monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020), *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, PUF, 3e édition, 2022), *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2e édition, 2023), et de *Le Monde vu d'Istanbul. Géopolitique de la Turquie et du monde altaïque* (PUF, 2023) •

Programme
Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques internationales et géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, décembre 2024

